« Le peuple avignonnais réclame l'avantage d'être le premier à s'associer à votre gloire et à votre prospérité. Placé au milieu de la France, uni de tout temps aux français par les liens de l'estime, de l'amitié, de la reconnaissance ; ayant les mêmes mœurs, les mêmes intérêts, il veut resserrer tant de nœuds, en adoptant les mêmes lois, en choisissant le même chef. Jamais nation n'a reçu un plus bel hommage, jamais l'empire de la raison et de la justice n'a obtenu un triomphe plus éclatant. Combien n'est il pas plus glorieux plus consolant pour l'humanité de subjuguier les peuples par la douceur et la bonté des lois, que par la force des armes ! ...

Cette pétition, aussi honorable qu'importante, mérite de fixer toute votre attention. La discussion entraîne nécessairement dans l'examen de plusieurs questions de droit public. La marche de notre travail est simple et facile à suivre. Nous avons pensé qu'avant tout, il fallait savoir de qui Avignon dépend ; si la cour de Rome a des droits légitimes sur cet État ; quels sont ses titres, quelle est sa possession ; ou si au contraire Avignon appartient à la France, et fait partie de son territoire. Nous avons raisonné ensuite dans la supposition, ou à Avignon serait le domaine des papes, et nous avons examiné si les Avignonnais, mécontents de leur sort, se sont déclarés libres et indépendants ; si ce vœu est général, authentique, ou si ce n'est que la volonté particulière de quelques individus ; si les Avignonnais ont pu passer une déclaration d'indépendance, et s'offrir à la France ; si une nation entière à ce droit, si la portion d'une nation l'a également ; s'il est juste ; s'il est d'une saine politique de réunir Avignon à la France ; quel est enfin le parti qu'il convient de prendre. Ainsi ce discours se divise en deux parties principales ; l'une traite du droit positif, l'autre, des droits naturels et imprescriptibles des peuples. Ces deux parties renferment tous les faits ; tous les principes qui peuvent répandre la lumière sur cette grande affaire. J'entre en matière.

Avignon a éprouvé toutes les bizarreries des événements politiques ; tantôt il s'est gouverné par lui-même, et a formé une république séparée, tantôt il a été joint aux États qui l'environnaient, et en a subi la loi. Il a passé successivement entre les mains de plusieurs puissances : la proie de ceux qui ont voulu s'en emparer, le jouet de leurs caprices, abandonné et repris par la France, l'incertitude et l'instabilité de son sort ont été perpétuelles. Les plus grandes puissances n'ont pas exercé davantage la plume de nos écrivains ; et en voyant tous les volumes qui ont été faits sur ce petit État, on croirait qu'ils renferment l'histoire du monde. Les historiens rapportent les faits sur ce petit État, d'une manière différente et souvent opposée. Cependant, il est un point sur lequel il n'est aucune diversité d'opinions ; c'est que Jeanne, reine de Naples, a cédé Avignon au pape Clément VI, en 1348.

Cet acte est-il une vente ? est-il une donation simulée ? est-il un engagement ? c'est sur quoi il existe des dissertations très longues et très érudites. Ce qu'il y a de constant, c'est que cette vente fut vue très défavorablement par les écrivains provençaux, qui la qualifient de vente mendicée. Cet abandon, de quelque nom qu'on veuille l'appeler, fut fait moyennant 80 000 florins, qui, suivant les uns, furent payés par le pape, qui en retira quittance, et suivant d'autres, ne le furent pas. Jeanne était violemment soupçonnée du meurtre de son mari. Jeanne avait conçu une passion très vire pour Louis de Tarente, lui devint son époux ; et plusieurs prétendent qu'il n'en coûta au pape que l'absolution de ces crimes. Presque tous conviennent que Jeanne était mineure lors de cette cession.

Un petit nombre soutient que la loi de l'État rendait Jeanne majeure à dix-huit ans, la représente comme assistée d'un conseil, et met un grand prix au diplôme donné par Charles VI, en 1348, qu'il considère comme l'investiture et la confirmation de la vente.

D'un autre côté, l'on établit que ce diplôme n'a aucun rapport à la vente, qu'il n'en dit pas un mot ; que Charles céda seulement au pape les droits de souveraineté qu'il prétendait avoir sur Avignon Jeanne, majeure en 1350, réclame contre toutes les conventions qu'elle a souscrites contre l'intérêt de ses sujets ; elle *déclare qu'entraînée par le malheur des temps, vaincue par l'importunité, abusée par des astuces, succombant à la fragilité de son sexe, à la faiblesse de son âge, elle a contrevenu aux lois les plus sacrées des nations. Elle révoque toutes les aliénations dont elle s'est rendue coupable depuis la mort de son aïeul, à quelque titre et en faveur de quiconque elles aient été faites.*

Ceux qui combattent l'aliénation, soutiennent en effet qu'elle ne pouvait être faite sous aucun rapport. Avignon entre les mains de Jeanne, était un domaine substitué ; il l'était par le testament de Robert, héritier des États de Naples et de Provence ; il l'était par l'édit solennel du 20 décembre 1334, par lequel ce roi promet et jure à ses sujets de Provence, qu'il ne sera fait aucune aliénation dans le comté, et interdit à ses héritiers et descendants de transgresser cette disposition. Les écrivains qui

envisagent, d'après ces faits, les titres des papes comme frauduleux et nuls, trouvent leur possession également vicieuse, par le principe d'une éternelle vérité : qu'un titre injuste ne peut être légitimé par la possession ; qu'un laps de temps ne légitime jamais la mauvaise foi ; et que la mauvaise foi empêche toute prescription de s'établir. Cette possession est contestée sous d'autres rapports, et en l'isolant des prétendus titres de propriété. On assure que les avignonnais furent plusieurs années sans vouloir reconnaître l'autorité du pape, et qu'ils ne se soumirent que parce qu'abandonnés à leurs propres forces, ils furent dans l'impuissance de résister.

On trouve des lettres de naturalité sans nombre, depuis 1336, données par nos rois à des habitants d'Avignon, *pour éviter, portent-elles, les difficultés qu'on pourrait faire, parce que la ville d'Avignon n'est pas DE PRÉSENT entre nos mains*. Dans ces lettres il est dit : *Sans préjudice des droits de PROPRIÉTÉ, par nous prétendus, et qui nous appartiennent en ladite ville et seigneurie d'Avignon*. Charles IX donna des lettres patentes au mois de novembre 1357, pour déclarer tous les Avignonnais vrais sujets français, et régnicoles. Louis XIII, en 1622, le 16 décembre, fit son entrée à Avignon : les consuls lui présentèrent les clefs de leur ville, deux cents médailles d'or dans une coupe. Louis XIV, eu 1660, le 19 mars, fut reçu dans la ville d'Avignon avec les mêmes cérémonies : il délivra des prisonniers, et donna des lettres de grâce en 1662. Le 13 octobre, il écrivit à son procureur-général au parlement d'Aix, *qu'ayant résolu de rentrer dans ses domaines, et considérant que la ville d'Avignon et le comtat Venaissin ont été aliénés du comté de Provence, lui mande et enjoint de tenir la main à ce que le vice-légat de la légation soit obligé d'exhiber à son parient les titres en vertu desquels notre saint-père le pape jouit de ladite ville d'Avignon et comté Venaissin*. Par arrêt du 16 juillet 1663, le parlement d'Aix reconnut Avignon et le comtat Venaissin parties de l'ancien domaine de Provence, et déclara qu'ils n'avaient pu être aliénés ni séparés, et les réunit à la couronne.

Le pape négocia. Par le traité de Pise, le roi renonça, le 12 février 1664, au bénéfice de l'arrêt, et ordonna que le pape serait remis en possession. Dans ce traité, Louis XIV n'en tient pas moins, dans plusieurs stipulations, la conduite de roi d'Avignon. En 1668, ayant en de nouveaux sujets de mécontentement de la cour de Rome, il ordonna au parlement de reprendre l'exécution de son arrêt de 1663, ce qui fut fait sans beaucoup de formalités. Mais de nouvelles lettres-patentes rendirent à Alexandre VIII la possession d'Avignon et du comtat Venaissin. Le parlement les enregistra *sans préjudice de la propriété déclarée inaliénable et imprescriptible*. Les adversaires de la cour de Rome aperçoivent dans cette marche incertaine et changeante de Louis XIV, un homme vain et faible, assez content d'avoir humilié son ennemi, peu jaloux d'une propriété qui n'ajoutait rien à sa puissance ni à sa gloire, mettant de l'ostentation à accorder un bienfait qui retint les papes dans sa dépendance ; et dans les opinions fermes et constantes du parlement d'Aix, le zèle noble et courageux de magistrats qui défendent les droits de la nation et de la monarchie.

Louis XV, en 1768, irrité des entreprises de la cour de Rome sur les droits du duc de Parme et de Plaisance, envoya des troupes à Avignon et dans le comtat Venaissin ; par des lettres-patentes du premier juin, il charge des commissaires choisis dans le parlement d'Aix, de se transporter sur les lieux, de prendre possession, et de recevoir le serment de fidélité, foi et hommage des consuls, syndics, et habitants. Il conserva ce pays jusqu'en 1774, époque à laquelle il s'en dessaisit eu faveur de Clément XIV. Il est à remarquer que dans ces différentes lettres-patentes on a toujours réservé le droit de la France sur cet État.

Nous avons à Avignon des établissements de toute espèce, un séminaire, des caisses Publiques, des douanes, des loteries, un entrepôt de tabac, des greniers à sel, des postes, des diligences, etc. ; nous y exerçons enfin tous les droits que l'on a dans un pays qui vous appartient. Cette jouissance partagée, ce mélange de possession entre les rois de France et les papes, ont fait penser à plusieurs bons esprits, que ces domaines n'étaient qu'engagés, et que dès-lors la France pourrait y rentrer quand elle le jugerait convenable. Ce qui paraît le mieux établi, c'est que ces domaines faisaient partie de l'empire français ; qu'ils étaient frappés de substitution entre les mains de Jeanne ; que Jeanne a vendu ce qu'il n'était pas en son pouvoir d'aliéner ; que le pape a acquis ce qu'il n'avait pas le droit d'acquérir La France, dans le droit positif, peut donc, aux yeux de l'Europe entière, rentrer dans des domaines qui lui appartiennent, et qui n'auraient jamais dû en être séparés... Mais supposons même que les prétentions de la France sur Avignon soient litigieuses et incertaines ; supposons que celles des papes sont légitimes et incontestables ; n'examinons même pas si le premier prince de l'Église peut avoir une puissance temporelle, si un prince électif peut être choisi par d'autres que par son peuple. Admettons que les papes sont des rois, qu'ils sont possesseurs d'Avignon, et voyons,

dans cette supposition, s'ils peuvent conserver Avignon, malgré la volonté du peuple, et si les Avignonnais ne sont pas les maîtres de se donner à la France.

Les Avignonnais se plaignent de leur régime intérieur, de leurs institutions vicieuses, du joug de la cour de Rome ; ils représentent le vice-légat d'Avignon comme un prêtre ambitieux, avide d'honneurs et de richesses, entouré d'Italiens pervers, réunissant dans sa personne tous les pouvoirs, précipitant d'un seul mot le plus honnête citoyen dans les fers, et le livrant au supplice infâme et cruel de l'estrapade. L'administration municipale est un corps aristocratique soumis aux volontés despotiques du vice-légat, qui se régénère elle-même sans la volonté ni le vœu des administrés, commet les malversations les plus criantes ayant ruiné la ville, et l'ayant grevée de quatre millions de dettes. La justice est vendue à l'enchère ; le vice-légat et ses subalternes font un commerce public et frauduleux d'ordonnances : les appels se portent à Rome, ce qui éternise les procès et ruine les plaideurs. Les débiteurs achètent à Rome le privilège de ne point payer leurs créanciers ; les créanciers font casser, avec de l'argent, ces arrêts de surséance, que les débiteurs font revivre à leur tour en payant une plus forte somme. Les plaintes adressées à la cour de Rome sur l'administration, ne sont jamais accueillies ; les supérieurs sont autorisés dans toutes leurs entreprises, etc. ... Le peuple était fatigué de tous ces excès lorsque la révolution de France réveilla le sentiment de la liberté chez les Avignonnais. Des doléances furent rédigées avec la permission du vice-légat : elles frappaient sans ménagement contre les abus ; les hommes en, place qui en profitaient en furent effrayés. Les consuls rédigèrent une adresse au pape, dans le style des esclaves ; les citoyens en furent indignés, et l'état-major fit brûler publiquement cet écrit. Les doléances restaient sans réponse : le peuple se soulève, et le 3 septembre, il s'empare de plusieurs portes de la ville, et déloge les commis. Le vice-légat emploie la force, promet une amnistie simulée, fait enlever des citoyens pendant la nuit, dirige une procédure criminelle contre les auteurs et imprimeurs des doléances. On dresse une potence, et, par un raffinement de cruauté, on fait savonner les cordes par le bourreau, en présence des détenus. Un avocat est arraché, le 2 février, à onze heures du soir, du sein de sa famille, et traîné dans les prisons. Le peuple alors ne contient plus son indignation ; le vice-légat cède à l'orage, délivre les prisonniers. Le lendemain cette infernale procédure est brûlée.

Bientôt la ville est provisoirement administrée par des députés de corporations et par le comité militaire. Ne pouvant obtenir du pape les états-généraux, les citoyens, pour sortir de cette anarchie, adoptent la constitution française par une délibération du 14 mars, qu'ils renouvellent le 5 avril. Une nouvelle municipalité s'établit dans les formes prescrites par les décrets de l'assemblée nationale. Le pape casse, par un bref du 21 août, tout ce qui s'est fait, et la sanction donnée par le vice-légat. Le bref rejeté, il députe un second envoyé extraordinaire, il signor Celestini ; le peuple lui interdit l'entrée de la ville... Vous connaissez la fatale journée du 10 juin ; je n'en mettrai pas sous vos yeux le lugubre et déchirant tableau ; je ne vous parlerai pas de la journée qui a suivi. Les Avignonnais, mécontents de leur administration vicieuse, en sollicitèrent vainement la réforme ; réduits au désespoir par le gouvernement, égorgés par ses satellites, ils se déclarent libres, indépendants ; ils expulsent le légat, ne veulent plus reconnaître la cour de Rome, et s'offrent à la France. Les assemblées des districts furent-elles nombreuses ? nous l'ignorons : ce que nous savons, c'est que tous les citoyens furent convoqués dans les formes les plus solennelles. Il est possible que dans ces assemblées on n'ait pas observé des formes calmes pour recueillir le vœu de chaque membre ; mais cette énergie qui ne peut se contenir a manifesté avec force à tous les yeux la volonté commune.

On a reproché comme un vice essentiel à ces délibérations d'avoir été prises dans des sections séparées. Je ne sais pas comment nous aurions le droit de fixer à un peuple la manière dont il doit délibérer. Plusieurs citoyens n'avaient pas été aux délibérations. Un registre fut à l'instant inscrit de neuf cent soixante signatures. Ce vœu émis par l'enthousiasme a été ratifié par le temps et la réflexion. Le 5 septembre, les douze compagnies des gardes avignonaises, assemblées sur le roc de Dom, renouvellent leur serment, et le peuple imite leur exemple ; partout l'air retentit des cris de *vive la nation ! vive le roi !* La formule du serment, déposée sur un tambour, est revêtue de quatorze cents signatures. Le 6 octobre, les neuf districts se sont de nouveau assemblés et ont renouvelé à l'unanimité leur vœu d'être libres, d'être Français. Ces délibérations ont été remises au corps municipal par le président de chaque district, et adressées ensuite à l'assemblée nationale. A ces caractères il est difficile de ne pas reconnaître la volonté générale d'un peuple, et nous ne savons pas s'il est une manière plus certaine de l'exprimer : la majorité fait la loi ; lorsqu'elle est pour l'indépendance, toutes les clameurs des mécontents doivent se taire ; tous ces grands mots d'insubordination, de révolte, ne peuvent pas être écoutés Lorsque les Américains ont secoué le

joug de l'Angleterre, lorsque nous avons protégé leur indépendance, ils étaient bien éloignés de réunir une volonté aussi générale et aussi constante.

Il ne s'agit plus que de déclarer si les Avignonnais ont eu le droit, de se déclarer libres et indépendants. Tout le monde convient que la souveraineté, c'est-à-dire la réunion de tous les pouvoirs, réside dans la nation. Il n'existe véritablement point de contrat entre une nation et le chef qu'elle s'est choisi. Les peuples ne se vendent ni ne s'engagent ; ils restent toujours les maîtres de leur volonté et de leur confiance ; ils délèguent les pouvoirs qu'ils ne peuvent exercer ; mais ils ne donnent aucun empire sur eux, ni aucun mandat qu'ils ne puissent révoquer. Eux seuls peuvent juger de leur bonheur et déterminer ce qui leur convient. Comment concevoir qu'un délégué puisse agir contre la volonté de ses commettants, qu'il puisse les soumettre à sa propre autorité, et devenir maître au lieu de rester sujet ? Je pense même que personne de bonne foi ne peut contester à une nation le droit qu'elle a de changer, de modifier la forme de son gouvernement ; mais une autre difficulté plus sérieuse est de savoir ce que peut faire une partie de cette nation. Si les portions d'une grande société, dit-on, pouvaient ainsi s'isoler par des vœux particuliers, il n'y aurait plus rien de stable, tous les empires seraient renversés. Le point de fait est que le peuple d'Avignon a toujours été un peuple à part ; il a passé sous la domination du saint-siège à ce titre ; il a ses usages, ses lois, ses statuts particuliers ; il a un régime, qui lui est propre. Jamais les règlements généraux de la cour de Rome n'ont été applicables à Avignon qu'autant qu'ils en ont porté la disposition expresse On ne peut d'ailleurs concevoir de véritable union politique, d'union qui engage tous les membres d'une société, que lorsqu'elle a été librement consentie, que lorsque les conditions en ont été réglées par les individus qui la composent : un engagement sans volonté est nul. Cette vérité est hors de toute atteinte, et les États-Unis d'Amérique lui ont rendu un hommage solennel lors de la formation de leur gouvernement.

Il n'y a qu'un instant que la France a une vraie fédération politique ; chacune des provinces qui composent ce bel empire était un État séparé qui avait ses statuts particuliers, ses privilèges.

Vous avez vous-mêmes vu la Navarre prétendre à être un royaume. Tant que les parties d'un empire ne s'incorporent pas volontairement ensemble, il n'y a point d'association, il n'y a point d'alliance ; la force seule établit les rapports ; or, la force viole les droits au lieu de les consacrer. Le silence et la soumission des peuples, loin d'être une approbation, sont la marque certaine de la servitude et de l'esclavage. Qui est-ce qui niera que la Hollande ait eu le droit de briser ses fers et de se détacher de l'Espagne ? Qui est-ce qui niera que la Suisse ait pu secouer le joug de la maison d'Autriche ? On traite les peuples de rebelles lorsqu'ils rentrent dans leurs droits : les tyrans seuls sont des révoltés. Qui est-ce qui niera que la force, depuis des siècles, soit le seul droit public des rois ? A examiner la manière dont ils trafiquent des peuples, dont ils les échangent, dont ils les conquièrent, dont ils leur dictent des lois, n'est-il pas évident qu'ils les traitent comme de vils troupeaux dont ils sont propriétaires ? C'est cependant ce droit public qu'on invoque, ce sont ces maximes qu'on ne peut toucher, dit-on, sans troubler l'ordre des sociétés, sans en détruire l'harmonie. Quel ordre, grand Dieu, que celui qui renverse toute morale et toute justice ! Nous le répéterons sans cesse, il n'y a de société entre les individus, il n'y a d'alliance entre les parties d'un empire, que par un consentement libre et général ; et c'est ce consentement de réunion qui n'existe pas entre Avignon et les autres États de la cour du pape ; et j'ai déjà prouvé qu'Avignon a toujours été regardé, même par les papes, comme un État distinct et séparé.

Il est donc prouvé que le peuple d'Avignon a pu se déclarer indépendant ; qu'il s'appartient à lui-même et qu'il veut se réunir à la France. Devons-nous le recevoir ? Est-il de notre intérêt et d'une saine politique de le faire ? Avignon est au centre de nos belles provinces méridionales ; il en coupe la communication ; il gêne le Languedoc, la Provence, le Dauphiné, la principauté d'Orange dans leurs relations ; il en ralentit le cours ; on l'environne de barrières pour prévenir la fraude, et ces barrières contrarient aujourd'hui le régime intérieur et bienfaisant que vous voulez établir dans tout le royaume ; et vous ne savez comment briser ces chaînes fiscales. Avignon est donc voisin de nos frontières ; sa position au confluent du Rhône et de la Durance, le rocher qui domine la ville en font un poste important. En cas d'attaque dans cette partie, en cas d'irruption de l'ennemi du côté du Milanais ou de la Savoie, Avignon serait pour nous un rempart redoutable ; il a servi souvent d'asile à nos ennemis ; il a été le foyer des conspirations, de ces guerres de fanatisme qui ont désolé la France et fait couler des flots de sang Si les Avignonnais retournaient sous le joug sacerdotal, si jamais ils demeuraient imbus de ces principes odieux et tyranniques, qui ont abruti les peuples pendant tant de siècles, quel danger n'y aurait-il pas alors de conserver dans notre sein un tel peuple, qui a des rapports journaliers

et habituels avec nous ? La servitude est la maladie la plus pestilentielle des nations ; elle gangrène tout ce qui l'environne. Avignon nous offrirait le spectacle impur de tous les mécontents, de tous les ennemis de la liberté, le centre des complots qui déborderaient ensuite sur nos contrées pour renverser notre constitution.

Quelque parti que vous preniez, le peuple avignonnais n'est plus au pape, puisqu'il ne veut plus l'avoir pour chef. Qu'un prince, les armes à la main, conquière un peuple, le conserve, on célèbre sa victoire, on vante son triomphe, son titre est respecté. Eh quoi ! ce que fait la force d'un despote, ce que légitime sa puissance, le consentement libre et volontaire d'une nation ne pourra pas le faire !

Comment cette réunion pourrait-elle porter quelque ombrage ? Avignon, dans l'Europe, est un point imperceptible ; Avignon n'ajouterait rien à notre force ; Avignon ne peut point rompre l'équilibre politique. Cette réunion, nous dira-t-on, servira de prétexte aux puissances voisines pour nous inquiéter. Si l'on parle de prétextes pour nous attaquer, il en est mille ; pour mieux dire, les prétextes n'étant que des enfants de la fantaisie ou du caprice, ils sont sans nombre comme sans bornes, et il est impossible de les éviter. Croyez que si les cours de l'Europe, qui brûlent de renverser notre constitution, pouvaient vous attaquer avec impunité, elles ne prendraient pas la peine d'expliquer leurs motifs. Mais les rois craignent que le bandeau qui couvre les yeux des peuples ne tombe, qu'ils n'aperçoivent qu'ils sont les vils instruments de leurs vengeances, le jouet de leurs caprices ; qu'ils n'aperçoivent les préjugés superstitieux dont ils sont idolâtres et victimes, et que les armes qu'ils leur auraient mises à la main pour opprimer la liberté d'une nation généreuse, ne leur servent pour la conquérir, cette même liberté. Ils tremblent aussi des efforts magnanimes, de l'énergie que déploierait un peuple fier, qui a juré de maintenir son ouvrage, de le cimenter, s'il le fallait, de son propre sang, ou de s'ensevelir sous ses ruines.

Ainsi ne vous abandonnez pas à des idées pusillanimes. Soyez persuadés qu'une contenance timide n'est propre qu'à enhardir vos ennemis

Je me résume, et je soutiens que, sous quelque point de vue que vous envisagiez cette grande affaire, vous ne devez pas balancer pour déclarer qu'Avignon fait partie de l'empire français. Si vous considérez le droit positif, Avignon était une portion intégrante de cet empire, et ne pouvait pas en être démembré ; il l'a été d'une manière illégale et frauduleuse. Sans cesse nos rois ont réclamé, sans cesse ils ont fait valoir les droits de la nation. La possession des papes a été précaire, interrompue ; elle a été en tout semblable à la puissance d'un engagiste.

Si vous considérez les droits sacrés et imprescriptibles des peuples, Avignon appartient encore à la France, puisque les Avignonnais veulent être Français. Il est de votre dignité, de votre grandeur, de reconnaître hautement cette souveraineté des peuples, outragée depuis tant de siècles, de reconnaître que les rois appartiennent aux peuples et que les peuples n'appartiennent pas aux rois. Ces vérités saintes, vous les avez consacrées, et il y aurait de la lâcheté à les taire ou à les trahir dans une occasion de cette importance.

Si vous considérez enfin l'intérêt, les convenances, les raisons morales et politiques, tout concourt pour qu'Avignon reste à jamais uni à la France. Voici le décret qui contient le vœu de la majorité relative de vos comités d'Avignon et diplomatique :

L'assemblée nationale déclare que la ville d'Avignon et son territoire font partie de l'empire français. Elle prie le roi de négocier avec la cour de Rome, sur les indemnités qui pourraient lui être dues, pour ensuite les articles ainsi négociés, être soumis à son examen, admis, modifiés ou rejetés par elle. Elle le prie en outre d'envoyer incessamment à Avignon une quantité de troupes de ligne suffisante pour prévenir les troubles et maintenir la paix. »

Jérôme Pétion, discours à l'Assemblée constituante le 16 novembre 1790.